

N° 04 /CA DU REPERTOIRE

REPUBLIQUE DU BENIN

N° 2009-62 /CA1 DU GREFFE

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

Arrêt du 17 janvier 2013

COUR SUPREME

Affaire : Société MOROLA SARL

C/

Mairie de Savè

La cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 06 juillet 2009, enregistrée au greffe de la Cour le 10 juillet 2009 sous le n°0209/CS/CA, par laquelle, la société MOROLA SARL, dont le siège social est au carré n°860 AYELAWADJE 072 BP : 245 Cotonou, registre de commerce et de crédit mobilier RCCM RB/COT/07B206, agissant aux poursuites et diligences de son gérant monsieur Jonas Boni CHAFFA et ayant pour conseil maître Arthur BALLE, Avocat à la Cour, demeurant et domicilié C/136 ATINKANME, Rue DURAND (112) 03 BP 2082 Cotonou, Tél. 21 31 82 48, Fax 21 31 82 47 au cabinet duquel domicile a été élu, a saisi la Cour d'un recours de plein contentieux pour rupture abusive de marché contre la mairie de Savè ;

Vu l'ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007, portant composition, organisation, fonctionnement et attributions de la Cour Suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller Victor D. ADOSSOU en son rapport ;

Où l'Avocat Général Onésime G. MADODE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

EN LA FORME

Sur la recevabilité

Considérant que la requérante expose :

Que par contrat de marché n°4L/19/SG-ST/SVE/2007 du 27 juillet 2007, conclu entre elle et la mairie de Savè, elle a eu pour mission de réhabiliter le bâtiment central avec clôture de l'hôtel de ville de Savè.

Que ledit contrat doit être exécuté aux conditions cumulatives et interdépendantes spécifiées dans ses clauses ;

Qu'ainsi, il a été arrêté aux articles 5, 10, 12, 13, 16 et 17 du marché, les dispositions relatives respectivement aux modalités de règlement du marché, du délai d'exécution, des ordres de service, du contrôle et du suivi des travaux, de la résiliation et du mode de règlement des litiges.

Que ces différents articles et notamment celui n°5, a disposé que les factures de l'entrepreneur soutenues par un attachement cosigné du représentant de la mairie de Savè ainsi que de celles du technicien contrôleur, soient payées au plus tard dans les quinze (15) jours suivant leur introduction pour garantir une bonne exécution, sans interruption des travaux.

Que la mairie de Savè n'a jamais respecté les dispositions de cet article en dépit des relances, des séances de travail tenues par les parties et les engagements fermes de la commune.

Que c'est en insistant sur la nécessité de régler lesdites factures qu'elle s'est vue notifier par la mairie de Savè le 07 avril 2009, la rupture du marché n°4L/19/SG-ST/SVE/2007 du 27 juillet 2007 portant réhabilitation du bâtiment central avec clôture de l'hôtel de ville.

Que cette résiliation de contrat constitue une violation des articles 95, 96, 98, 99 et 100 à 105 du code des marchés publics en vigueur et qui organisent les conditions de résiliation d'un marché public tel que celui de réhabilitation du bâtiment central avec clôture de l'hôtel de ville de Savè et procède d'un abus de la mairie de Savè.

Que cet état de chose est l'expression du non respect par les dirigeants de la mairie de Savè, des règles protectrices des intérêts des parties.

Qu'en effet, suivant l'article 100 du code des marchés publics, la volonté de rupture passe par le préalable d'une suspension du marché suivie d'un règlement amiable dont l'échec ouvre la voie à la saisine de la haute juridiction, seule compétente pour prononcer la résiliation d'un marché public.

Que c'est pour voir censurer cette rupture abusive hautement préjudiciable à ses intérêts qu'elle saisit la Cour pour constater :

- Qu'aucune insuffisance technique n'a été relevée contre elle dans la réalisation des travaux objet dudit marché ;

- Que la mairie de Savè reste lui devoir pour les travaux déjà effectués et sanctionnés par des attachements cosignés par toutes les parties et sans contre observations sur la qualité des travaux, la somme totale cumulée de FCFA 4.541.110 ;

- Que la mairie n'a respecté ni les prescriptions des articles 5, 10, 12, 13, 16 et 17 du marché en cause, ni les prescriptions des articles 95, 99, 100, 102 à 104 du code des marchés publics en vigueur au Bénin ;

- Que le retard dans l'exécution du marché est imputable à la mairie de Savè qui n'a jamais réglé à temps convenu, les factures produites par elle ;

- Que la résiliation dudit marché intervenue le 07 avril 2009 est abusive et ouvre droit à son profit, au paiement de 4.541.110 FCFA au titre des factures impayées et de 15.000.000 FCFA au titre des dommages intérêts toutes causes de préjudices confondues.

Considérant que l'administration soutient :



Que le recours de plein contentieux de la requérante doit être déclaré irrecevable pour d'une part, le non respect de la clause compromissoire contenue dans l'article 17 du marché du 27 juillet 2007 et d'autre part, la violation des dispositions de l'article 32 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Qu'en effet, aux termes de l'article 17 dudit marché, « Si un différend survient dans l'exécution du présent marché, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable. Si celui-ci subsiste néanmoins, il sera soumis à un arbitrage désigné d'accord parties. En dernier recours, elles pourront s'adresser à une juridiction compétente» ;

Que cette clause contractuelle qui fait la loi des parties et destinée à être exécutée de bonne foi, soumet tout différend entre les parties à l'occasion de l'exécution du marché, d'abord à un règlement à l'amiable, ensuite et en cas d'impossibilité ou d'insuccès de celui-ci, à un arbitrage et enfin et en dernier lieu, le recours à une juridiction compétente ;

Qu'en l'espèce, il est aisé de relever qu'à la suite de la résiliation du marché intervenue suivant correspondance en date du 07 avril 2009, qui marque la naissance du différend en rapport avec le contrat entre les parties, aucune tentative de règlement à l'amiable n'a été initiée par la requérante, ni aucun arbitrage ;

Qu'en conséquence, le recours de la société MOROLA SARL est irrecevable pour violation de l'article 17 du marché du 27 juillet 2007 qui a prévu non seulement une clause de règlement amiable mais aussi une clause compromissoire ;

Que par ailleurs, l'article 32 de la loi n°2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême dispose : « *Le délai de recours pour excès de pouvoir est de deux mois. Ce délai court de la date de publication de la décision attaquée ou de la date de la notification ;*

Avant de se pourvoir contre une décision individuelle, les intéressés doivent présenter un recours hiérarchique ou gracieux tendant à faire rapporter ladite décision.



Le silence gardé plus de deux mois par l'autorité compétente sur le recours hiérarchique ou gracieux vaut décision de rejet.

Les intéressés disposent, pour se pourvoir contre cette décision implicite, d'un délai de deux mois à compter du jour de l'expiration de la période de deux mois susmentionnée. Néanmoins lorsqu'une décision explicite de rejet intervient dans ce délai de deux mois, elle fait à nouveau courir le délai de pourvoi.

Les délais prévus pour introduire le recours ne commencent à courir que du jour de la notification de la décision de rejet du recours gracieux ou à l'expiration du délai de deux mois prévu à l'alinéa précédent...»

Considérant que la mairie de Savè a notifié à la requérante, la résiliation du contrat n°4L/019/SG-ST/SVE/2007 du 27 juillet 2007 ainsi que son avenant et ordre de service 4L/035/SG-ST/SVE du 24 février 2008 par lettre reçue par cette dernière le 15 avril 2009 ;

Que la requérante a, par courriers en dates à Savè des 26 mai et 1^{er} juillet 2009 adressés respectivement à l'autorité hiérarchique (le Préfet des départements Zou/ Collines) et au maire de Savè, saisi lesdites autorités en vue d'une médiation ;

Qu'elle a ensuite saisi la Cour de son recours de plein contentieux par requête en date à Cotonou du 06 juillet 2009, enregistrée au greffe de la Cour le 10 juillet 2009 sous le n°0209/CS/CA ;

Mais considérant que s'il apparaît au dossier que la requérante a satisfait au préalable de la tentative de règlement amiable en saisissant aussi bien le maire que le préfet, il n'en demeure pas moins vrai qu'il n'a point observé le délai légal de deux (02) mois avant de saisir le juge du contentieux ;

Considérant en outre que, dans aucune des correspondances valant peut-être recours préalable de la requérante, adressées aux différentes autorités, il ne figure nulle part la trace de la demande de paiement de 15 000 000 FCFA au titre des dommages intérêts toutes causes de préjudices confondues pour la réparation des préjudices prétendument subis ;

A

2
5

Que la requérante, dans ses recours gracieux, s'est contentée de plaider le paiement du montant de 4 541 110 FCFA qui lui est dû en exécution du contrat ;

Qu'en matière de recours de plein contentieux, le requérant doit forcément lier le contentieux ;

Qu'en l'espèce, la requérante ne fait état de sa demande en réparation de préjudices subis que devant la haute juridiction sans prendre soin, au préalable, de la présenter devant l'autorité hiérarchique ;

Qu'ainsi, elle n'a pas lié le contentieux ;

Qu'en conséquence, il y a lieu de déclarer le recours de la Société MOROLA SARL, irrecevable ;

Par ces motifs,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le recours en date à Cotonou du 06 juillet 2009 de la Société MOROLA SARL tendant à la condamnation de la mairie de Savè au paiement de dommages et intérêts en réparation de préjudices par elle subis, est irrecevable.

Article 2 : Les dépens sont mis à la charge de la requérante.

Article 3 : Le présent arrêt sera notifié aux parties et au Procureur Général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (Chambre Administrative), composée de :

Grégoire ALAYE, Président de la Chambre Administrative,

PRESIDENT ;

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

Et

Victor D. ADOSSOU

CONSEILLERS ;

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-sept janvier deux mille treize, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus, en présence de :

Onésime G. MADODE, Avocat Général,

MINISTERE PUBLIC ;

Hortense LOGOSSOU-MAHMA,

GREFFIER ;

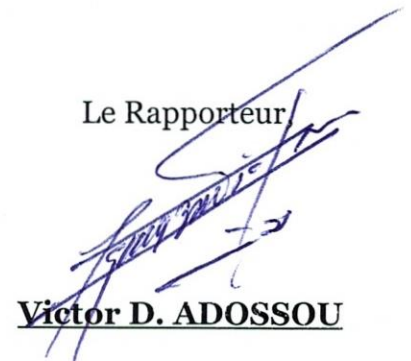
Et ont signé

Le Président,



Grégoire ALAYE

Le Rapporteur



Victor D. ADOSSOU

Le Greffier.



Hortense LOGOSSOU-MAHMA

